



RECOMMENDATIONS PRINCIPALES

ASSEMBLÉE DES ÉTATS PARTIES 17

La Haye, 5 - 12 décembre 2018



La Coalition pour la Cour pénale internationale (CICC) regroupe 2 500 organisations non gouvernementales du monde entier qui travaillent en partenariat afin de renforcer la coopération internationale avec la Cour pénale internationale, de veiller à ce que la Cour soit juste, efficace et indépendante, de rendre la justice à la fois visible et universelle, et de promouvoir des lois nationales plus strictes rendant justice aux victimes de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide.

Bezuidenhoutseweg 99 A
2594AC La Haye, Pays-Bas

703 Third Avenue, 1715
New York, NY 100 USA

info@coalitionfortheicc.org

Table des matières

| | |
|---|----|
| Introduction..... | 1 |
| Planification de l'élection du Procureur de la CPI | 3 |
| Coopération dans le système plus large du Statut de Rome | 3 |
| Le 20 ^e anniversaire : un cadre pour se réengager | 4 |
| Soutenir la Cour et ses partisans contre les ingérences extérieures et menaces politiques..... | 5 |
| Se baser sur la participation des victimes et les réparations | 5 |
| Universalité et pleine mise en œuvre du Statut de Rome | 6 |
| Justice de genre | 7 |
| Complémentarité..... | 7 |
| Soutien à la sensibilisation et à la communication | 7 |
| Participations financières au système du Statut de Rome..... | 8 |
| Préserver l'intégrité du Statut de Rome | 9 |
| Indépendance de la CPI et contrôle des Etats parties | 9 |
| Contributions au Fonds au profit des victimes | 9 |
| Contributions au Fonds d'affectation spéciale pour les visites familiales pour les détenus indigents..... | 10 |
| Organisation de l'AEP | 10 |
| Renforcer l'expertise disponible à l'AEP | 10 |
| L'ONU et la CPI | 11 |

Introduction

L'an 2018 marque le 20^e anniversaire du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) - un jalon dans l'histoire du multilatéralisme international. Pourtant l'anniversaire vient à un moment de grand défi pour la CPI, le système du Statut de Rome, et pour le monde de manière générale.

Tout en gardant à l'esprit que la puissance des institutions internationales ne s'étend que dans la limite assentie par leurs membres, la 17^e session de l'Assemblée des États parties (AEP) au Statut de Rome, qui aura lieu du 5 au 12 Décembre 2018 à La Haye, aux Pays-Bas, servira de forum vital pour les États, les organisations régionales et internationales, et la société civile, afin de se (ré)engager pour maintenir l'intégrité du Statut de Rome et à des actions cohérentes, stratégiques et prospectives.

La Coalition pour la CPI – un réseau de plus de 2 500 organisations non gouvernementales travaillant en partenariat pour rendre justice aux victimes de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et du crime d'agression – facilite la participation de la société civile à la session annuelle de l'AEP. Plus de 600 représentants de la société civile sont attendus à la 17^e session de l'AEP et nombre d'entre eux présenteront des documents et des supports de plaidoyer pour assister les délégués dans leurs délibérations.

Dans le but d'informer de ces engagements et des discussions qui ont lieu à cette session de l'AEP, et à la fin de l'année du 20^e anniversaire du Statut, la Coalition a préparé les principales recommandations et observations suivantes à l'intention des États parties. Les recommandations et les commentaires s'appuient sur une longue et solide coopération entre l'AEP, les États parties et les organisations non gouvernementales de la société civile internationale.

Unis pour rendre justice aux victimes à travers le monde

Étant donné les énormes défis et menaces auxquels sont confrontés la CPI et le système du Statut de Rome, ainsi que le droit international et le multilatéralisme plus généralement, la Coalition pour la CPI considère que les manifestations pour une unité et un soutien au système de la justice internationale sont plus vitales que jamais. La session de l'AEP de cette année a lieu à un moment où les engagements internationaux sont remis en cause par des mouvements vers l'isolationnisme et où un soutien essentiel aux droits humains, à la justice et aux mécanismes de responsabilisation est d'autant plus nécessaire pour prévenir et traiter les cas de crimes graves et d'atrocités de masse. Les changements dans le paysage politique mondial depuis l'adoption du Statut de Rome il y a 20 ans, ont mis en lumière la valeur intrinsèque d'un système du Statut de Rome indépendant dans l'accomplissement des objectifs de la paix, de la sécurité et des droits humains pour tous, énoncés dans la Charte des Nations Unies, au milieu de vagues d'hostilités, de discriminations et de répressions croissantes. Pourtant, à la fin de l'année du 20^e anniversaire et à la perspective de l'an 2019 – lorsque l'Objectif de développement durable des Nations Unies (ODD) 16 (« Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ») fera partie de la révision des objectifs de développement durable entreprise par le Forum politique de haut-niveau sur le développement durable – toutes les parties prenantes doivent non seulement réfléchir à leurs contributions jusqu'à ce jour, mais également aux effets concrets que leurs

actions futures peuvent avoir pour assurer que le système du Statut de Rome tienne sa promesse de rendre justice aux victimes à travers le monde.

Soutien politique et engagement de haut niveau

Consciente que les menaces et les défis auxquels la CPI est confrontée s'intensifient, la Coalition fait appel aux chefs d'État/de gouvernement et les ministres des États parties à assister à la 17^e session de l'AEP pour réaffirmer avec force leur soutien politique et leur engagement envers le Statut de Rome et la CPI en tant que pierres angulaires de la lutte contre l'impunité et éléments essentiels d'un ordre international fondé sur des règles, et d'exprimer une détermination à travailler ensemble pour s'opposer aux efforts visant à ébranler l'indépendance et la légitimité de la Cour.

À l'aube de sa troisième décennie, le système du Statut de Rome peut considérablement améliorer sa portée à l'aide de rappels de haut-niveau sur le rôle central et unique de la Cour dans la construction de sociétés pacifiques, ouvertes et plus justes. Alors que les dirigeants et les groupements anti-CPI ont souvent été ceux qui s'expriment avec le plus de force, il est essentiel que les États et la communauté internationale fassent preuve de détermination et d'appui au système du Statut de Rome qu'ils ont joint dans tous les forums nationaux, régionaux et internationaux pertinents. L'appui des chefs de gouvernement revitalisera non seulement les engagements pris vis-à-vis du Statut, mais renforcera également la capacité de la Cour à rendre justice, à accorder des réparations aux victimes et à contribuer à la reconstruction de sociétés sortant d'un conflit.

Le Débat général de la 17^e session de l'AEP, ainsi que les trois segments pléniers consacrés à la coopération, au 20^e anniversaire et la participation des victimes, offrent aux gouvernements l'occasion de s'encourager les uns et les autres et l'ensemble de l'AEP, de protéger le système de la justice internationale et de continuer à s'appuyer sur plus de deux décennies d'efforts pour mettre fin à l'impunité mondiale et de renforcer les normes liées aux droits humains. En réaffirmant un soutien et une confiance dans un système de la CPI et du Statut de Rome étant capables d'assurer la responsabilisation pour les crimes les plus exécrables et de contribuer à l'État de droit et à une paix durable, les gouvernements peuvent faire entendre leur voix contre les manœuvres de division et les menaces, et renforcer leurs propres contributions positives à la lutte contre l'impunité. La Coalition encourage donc vivement les délégués de l'AEP17 à prendre en compte les recommandations suivantes lors des préparations de leurs interventions pendant le Débat général et des segments pléniers, ainsi que tout au long de la session de 2018.

Élections à la 17^e session de l'AEP

La Coalition pour la CPI a toujours fait appel aux États parties pour n'élire que les meilleurs dirigeants de la CPI, de l'AEP et de ses organes subsidiaires, ainsi que du Conseil du Fonds au profit des victimes, afin de garantir leur fonctionnement efficace et impartial. La Coalition elle-même n'approuve, ni ne s'oppose aux candidats individuels, mais défend plutôt l'intégrité des procédures de nomination et d'élection.

À la 17^e session de l'AEP, les États parties éliront cinq membres du Conseil du Fonds au profit des victimes (FPV), et neuf membres de la Commission consultative pour l'examen de

candidature. Il s'agira néanmoins d'élections « nulles », puisque le nombre de nominations est exclusivement égal au nombre de postes disponibles.

Lors de toutes les élections liées à la CPI, les États parties devraient veiller à ce qu'un nombre suffisant de candidats soient proposés afin de permettre la sélection des candidats les plus qualifiés et indépendants au moyen de processus équitables, transparents et fondés sur le mérite. Les États ne devraient pas s'engager dans des accords politiques réciproques (« échange de votes »).

Planification de l'élection du Procureur de la CPI

L'élection du Procureur de la CPI est une décision cruciale, qui touche presque tous les aspects de la CPI. La Coalition encourage les États parties à se préparer pour l'élection du Procureur de la CPI prévue pour 2020 afin de garantir un processus de recherche, de nomination et d'élection holistique, bien informé et fondé sur le mérite. Après sa première mise en service avant les élections de 2011, le Comité de recherche du poste de Procureur de la CPI, ainsi que les co-facilitateurs du Bureau de l'AEP sur l'élection du Procureur et le secrétariat de l'AEP ont publié des rapports distincts évaluant le processus d'élection du Procureur de la CPI en 2010. La Coalition a appelé les États à réexaminer les recommandations contenues dans ces rapports, ainsi que la sensibilisation menée par la société civile, et salue les discussions récentes du Bureau et la proposition du Président de l'AEP de créer un "Comité de recherche de Procureur" (PSC) pour assister le Bureau et l'AEP dans l'élection du prochain Procureur de la CPI. La Coalition appelle en outre les États à s'engager dans des discussions constructives sur le processus d'élection des procureurs lors de la 17^e session de l'AEP en vue d'établir de nouvelles procédures pour la recherche, l'évaluation et le processus de recommandation bien avant les élections de 2020.

Coopération dans le système plus large du Statut de Rome

Bien que la coopération soit une composante vitale du système de la justice internationale mis en place par le Statut de Rome, il reste encore de graves lacunes dans son application. Les États parties devraient s'engager à continuer d'explorer les voies juridiques et politiques permettant de faire progresser la coopération dans le cadre du système du Statut de Rome.

Compte tenu de l'attention particulière que les États parties ont accordée en 2018 à la question de l'arrestation et de la remise des personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes relevant de la compétence de la Cour, les États parties devraient utiliser le segment plénier spécial de la 17^e session consacré à la coopération, qui aura lieu le vendredi 7 décembre 2018, pour encourager des législations et des politiques favorisant une coopération renforcée avec la Cour, y compris par des efforts redoublés dans l'exécution des 16 mandats d'arrêt de la CPI en suspens, par la conclusion d'accords de coopération volontaire avec la CPI, et la ratification de l'Accord sur les privilèges et immunités de la CPI (APIC).

Mandats d'arrêt en suspens

Il y a une urgence absolue à exécuter les mandats d'arrêt de la CPI. Sans arrestation, les affaires de la CPI ne peuvent pas aboutir et cela va à l'encontre de l'objectif de la Cour de rendre une justice équitable. L'exécution des mandats d'arrêt nécessite une volonté politique forte et une

pression diplomatique que les États parties devraient veiller à exercer au cours de la 17^e session. À défaut d'exécuter ces mandats, les États devraient s'engager à éviter tout contact non essentiel avec des personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI. Les États sont également encouragés à souligner, au cours du Débat général et du segment plénier consacrés à la coopération organisée dans le cadre de la 17^e assemblée plénière de l'AEP17, l'importance de l'arrestation et de la remise aux autorités dans le but d'obtenir une exécution efficace du mandat de la Cour et le maintien des objectifs du système du Statut de Rome.

Non coopération

Les États devraient utiliser le Débat général de la dix-septième session et le segment consacré à la coopération pour décrire de quelles manières ils ont réagi aux cas de non-coopération et, le cas échéant, de quelles manières ils se sont acquittés de leur obligation légale de coopérer avec la CPI malgré un climat compétitif de relations portant atteinte aux principes fondamentaux du droit international relatifs aux crimes

Accords de coopération volontaire et APIC

La séance plénière sur la coopération inclura également une cérémonie spéciale d'engagement concernant les accords de coopération volontaire. La Cour appelle couramment les États parties à compléter leurs obligations explicites sous le Statut de Rome par des formes de coopération « volontaire », qui joue un rôle crucial dans le fonctionnement de la CPI en tant qu'institution juste et efficace qui donne effet au droit des victimes et des témoins, mais également des accusés. Une telle forme de coopération volontaire peut également se traduire par des accords-cadres bilatéraux sur des thématiques telles que la relocalisation des témoins, les libérations provisoires ou définitives, ainsi que l'application des sentences. Rappelant le faible nombre des accords-cadres « volontaires » conclus entre la CPI et les États jusqu'à présent, la Coalition souligne que de tels accords réduisent le fardeau qui pèse non seulement sur les activités de la Cour, mais également sur son budget. De plus, elle appelle les États à se servir de la session plénière de la 17^e AEP pour s'engager à conclure de tels accords de coopération « volontaire » avec la Cour.

Les Accords sur les Privilèges et Immunités de la CPI (APIC) détaillent les privilèges et immunités que les États devraient étendre aux membres et composantes de la Cour pour que la CPI puisse réaliser son travail dans le monde entier de manière indépendante et inconditionnelle. Seuls 76 États parties et 1 non-État partie au Statut de Rome ont ratifié l'APIC. Les États déjà parties à l'APIC peuvent de la même manière se servir de la 17^e session pour échanger sur les avantages à joindre l'APIC, tandis que les États qui ne sont pas encore partie à l'APIC peuvent s'engager à joindre l'accord.

Le 20^e anniversaire : un cadre pour se réengager

Cette année commémorative a présenté une opportunité sans précédent pour les États, les organisations régionales et internationales, la société civile et les autres acteurs dans le monde entier pour revenir sur les deux premières décennies du système de justice internationale du Statut de Rome ; mettre en œuvre des mesures concrètes pour répondre aux défis les plus pressants auxquels le système dans son ensemble fait face ; renouveler leur soutien et leur engagement envers la CPI ; et, peut-être plus important encore, de regarder vers l'avenir de la lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux dans un climat mondial de plus en plus complexe.

En effet, tout au long de l'année 2018, de nombreuses parties prenantes ont saisi l'occasion de cet anniversaire comme une unique opportunité pour raviver leur soutien à la CPI et leur engagement au Statut et plus largement à la justice internationale.

Afin de maintenir l'élan de soutien et de mobilisation dû au 20^e anniversaire, les États peuvent réaffirmer leur soutien de manière encore plus concrète en se servant de la 17^e session comme d'un forum pour rappeler les diverses stratégies, initiatives et événements ayant eu lieu cette année, et pour trouver des solutions afin de renforcer l'efficacité judiciaire de la Cour dans le futur, notamment à travers le (re)dynamisme de partenariats avec des États semblables, des organisations internationales et des acteurs de la société civile dans les années à venir. Cela peut se faire en partie en mettant en avant les principes clés de la Coalition en matière de plaidoyer – tels qu'énoncés dans les recommandations actuelles – lors des discussions sur les négociations en suspens en vue d'une résolution, ainsi que lors du Débat général, des séances plénières spéciales consacrées au 20^e anniversaire, à la coopération et aux victimes, des événements parallèles, et toutes les autres discussions autour de la 17^e session de l'AEP.

Soutenir la Cour et ses partisans contre les ingérences extérieures et les menaces politiques

Alors que la Cour s'est engagée dans de nouveaux examens préliminaires et de nouvelles enquêtes, l'institution et ses défenseurs sont de plus en plus attaqués. Au cours du Débat général et de la séance plénière spéciale abordant cette problématique le 7 décembre, les États devraient en particulier condamner fermement toute action visant à s'immiscer dans les enquêtes et les poursuites de la Cour, toute menace proférée contre la Cour et ses défenseurs, ainsi que la diffusion d'informations trompeuses et fausses concernant le système du Statut de Rome. Les États devraient s'engager à œuvrer de concert pour s'opposer à tout effort visant à ébranler le travail de la Cour et son indépendance, et en particulier, aux menaces proférées à l'encontre de la CPI, de ses membres et de ceux qui coopèrent avec elle. Les États devraient continuer à soutenir la société civile engagée dans les efforts de justice internationale, notamment en assurant leur protection en tant que défenseurs des droits humains et leur accès aux débats et discussions axés sur le renforcement du système du Statut de Rome et sur la justice rendue aux victimes dans le monde entier.

Se baser sur la participation des victimes et les réparations

Les États parties devraient souligner le caractère central des préoccupations des victimes, notamment la nécessité de concrétiser pleinement les droits de participation, de représentation et de réparation, dans toutes les discussions concernant la CPI. Les États doivent reconnaître l'importance et la centralité absolues des victimes et des communautés touchées dans le système du Statut de Rome, allant des avantages qu'une participation significative apporterait aux procédures de la Cour, à la dignité et le bien-être physique et psychologique que procurerait une telle participation aux victimes. Tous les acteurs du système du Statut de Rome doivent continuer à partager la responsabilité de garantir que la participation des victimes à la CPI ait un sens. Le droit à réparation devrait être reconnu dans tous les cas où des crimes ont été judiciairement établis, en tenant dûment compte de la réparation offerte aux victimes en l'absence de condamnation.

Universalité et pleine mise en œuvre du Statut de Rome

Afin de faire progresser les efforts de ratification du Statut de Rome et de renforcer la portée de la justice internationale face aux attaques périlleuses des opposants à la CPI, la 17^e session de l'AEP devrait continuer de servir de forum clé pour encourager les États non parties à adhérer au système du Statut de Rome. Les États parties de régions sous-représentées tout autant que ceux de régions bien représentées dans le système du Statut de Rome, peuvent évoquer les avantages contextuels spécifiques de l'adhésion au système, notamment l'avancement de l'État de droit, le développement durable et la bonne gouvernance. Les États parties peuvent également partager les enseignements tirés de leur propre expérience, offrir un soutien politique, et, le cas échéant, apporter une assistance technique aux États souhaitant œuvrer dans le but de ratifier et/ou mettre en œuvre le Statut de Rome. Les États parties et les États non parties au Statut devraient davantage se servir de la 17^e session de l'AEP pour rendre compte des progrès réalisés en vue de la mise en œuvre intégrale au niveau national des dispositions, principes et obligations du traité, comprenant notamment des réformes législatives et la formation appropriée des représentants gouvernementaux et professionnels – ainsi que tout obstacle ou lacune restante.

Le crime d'agression

La Coalition se félicite de l'activation par la Cour de sa compétence à l'égard du crime d'agression lors de la 16^{ème} session de l'AEP et de son entrée en vigueur le jour du 20^e anniversaire de la signature du Statut de Rome, le 17 juillet 2018. La Coalition rappelle aux États parties qu'en ratifiant le Statut de Rome, qui a inscrit le crime d'agression comme étant le quatrième crime international majeur depuis 1998, ils ont convenu de l'incrimination de la guerre d'agression comme l'un des principaux objectifs du système du Statut de Rome de justice internationale. Les États parties qui ne l'ont pas encore fait devraient ratifier l'amendement relatif au crime d'agression afin de donner pleinement effet à la juridiction désormais activée de la Cour sur ce crime.

Fortes réponses aux annonces de retraits

Les mesures prises par certains États pour quitter le Statut de Rome – tels que les Philippines (qui ont annoncé leur intention de se retirer du Statut de Rome le 17 mars 2018) et le Burundi (dont le retrait a été effectif le 27 octobre 2017) – portent atteinte au système de justice internationale dans son ensemble ainsi que l'espoir de responsabilité et de réparation au niveau national, et retardent les progrès en matière de droits humains dans le monde entier. L'opposition à la CPI s'est accrue en raison du rôle pour lequel elle avait été créée en 2002 : traduire en justice les personnes les plus responsables de crimes graves – y compris les hauts responsables de gouvernements en place. Ce mandat provient d'une écrasante majorité d'États ayant voté pour l'adoption du Statut de Rome en 1998. Les États parties devraient se servir du Débat général ainsi que d'autres instances pour demander aux États de continuer à soutenir le système du Statut de Rome de l'intérieur et revoir les décisions de se retirer du traité.

Justice de genre

Les États devraient exprimer leur attachement à la justice de genre, notant que les crimes sexuels et fondés sur le genre (CSFG) sont particulièrement répréhensibles dans la mesure où ils résultent d'inégalités de genre préexistantes et ciblent, à grande échelle, les personnes les plus vulnérables de la société – en particulier des femmes et des jeunes filles, mais aussi des hommes et des garçons – en fonction de leur genre. Les États pourraient souligner, le cas échéant, les efforts déployés pour incorporer des dispositions tenant compte de la problématique hommes-femmes lors de la mise en œuvre du Statut de Rome, notamment l'incrimination de tous types de CSFG dans la législation nationale. Les États devraient également veiller à remédier au déséquilibre chronique de la représentation des femmes aux postes à responsabilité les plus élevés à la Cour.

Complémentarité

La principale obligation des États parties d'exercer leurs juridictions pénales lors des enquêtes et poursuites de crimes internationaux est l'un des piliers fondamentaux du système du Statut de Rome. Ce principe ne sera pleinement mis en œuvre que si de solides poursuites sont engagées au niveau national pour les crimes graves, ce qui nécessite la mise en œuvre d'une législation nationale adéquate et efficace sur les crimes du Statut de Rome et les principes du droit, ainsi que des capacités et des compétences correspondantes au sein des systèmes juridiques nationaux.

Les engagements en matière de complémentarité peuvent également refléter les efforts déployés pour sensibiliser et mobiliser les acteurs nationaux concernés, renforcer la volonté politique de demander justice pour les crimes graves, mettre en œuvre les droits des victimes, notamment en matière de réparation, et assurer la capacité technique et l'expertise nécessaire pour mener des enquêtes et des poursuites des crimes internationaux au niveau national.

Les États parties devraient se rappeler – en particulier au vu de l'expérience de plus de 20 ans de la CPI en tant qu'institution devant travailler de concert avec les juridictions nationales – que la complémentarité est essentielle pour garantir la pleine réalisation de la promesse du Statut de Rome.

Les États devraient se servir de la 17^e session de l'AEP pour souligner l'importance des efforts positifs de complémentarité déployés par les États parties, la Cour, les organisations régionales et internationales et la société civile. La session de l'AEP permet également de faire des déclarations de fond sur des questions cruciales liées à la complémentarité, en particulier en ce qui concerne le renforcement des capacités nationales et la volonté d'enquêter et de poursuivre les auteurs de crimes sexuels et fondés sur le genre.

Soutien à la sensibilisation et à la communication

Les États devraient réaffirmer leur soutien et souligner l'importance cruciale de l'information publique et des activités de sensibilisation de la Cour, y compris sur le terrain, ainsi que leur importance essentielle pour améliorer l'image de la Cour, créer des environnements propices au travail de la CPI et répondre aux attentes. Une stratégie de communication solide qui coordonne

l'information publique et l'engagement des médias est plus importante que jamais dans le climat actuel d'antagonisme et de désinformation. Les efforts mis en œuvre pour atteindre le grand public peuvent également se révéler inestimables en suscitant un appui public qui, à son tour, suscitera une volonté politique. L'investissement dans la sensibilisation, notamment à travers une présence renforcée et efficace sur le terrain, est essentiel pour créer un environnement propice à la tâche de la CPI lors des examens préliminaires ou des enquêtes. La sensibilisation contribue à la visibilité globale de la Cour, permet aux victimes et aux communautés touchées de se faire entendre, et permet aux communautés les plus touchées par de graves crimes internationaux de mieux suivre et comprendre le processus de la justice pénale internationale. Des campagnes d'information et de sensibilisation publiques régulières, cohérentes et factuelles favorisent également la responsabilité institutionnelle, la légitimité internationale et la compétence locale de la CPI – permettant ainsi à la véritable histoire du système du Statut de Rome d'être entendue nonobstant de puissantes campagnes médiatiques et débats politiques anti-CPI.

Participations financières au système du Statut de Rome

Les États parties devraient s'opposer à une limitation arbitraire du budget de la Cour pour 2019, qui compromettrait sa capacité à rendre une justice équitable, efficace et effective. La tendance d'une minorité d'États parties à imposer une croissance nominale zéro ou des politiques de croissance minimale a également gravement entravé le fonctionnement optimal de la CPI. Les États parties ont chargé la Cour d'appliquer le Statut et de faire face aux demandes de justice des victimes et de la communauté internationale. Les États ne peuvent pas espérer et demander à la Cour de faire plus chaque année tout en réduisant simultanément ses ressources.

Les États devraient rejeter l'approche « croissance nominale zéro » du budget de la Cour ; rejeter les efforts des gouvernements à utiliser le budget pour exercer indûment un contrôle politique sur la Cour ; reconnaître que les recommandations du CBF reflètent déjà une réduction par rapport au budget sollicité pour la Cour ; s'opposer à l'établissement d'une « enveloppe financière » pour toute discussion, y compris sur l'examen de la politique d'aide judiciaire qui aura lieu à partir de cette année ; et reconnaître qu'un budget réduit ne signifie pas une efficacité accrue.

En outre, la Coalition appelle tous les États en retard de paiement à payer toutes les contributions impayées sans plus attendre. La question des États en retard – ou des États qui n'ont pas encore acquitté intégralement leurs contributions au budget de la Cour – a un impact sur les travaux de la Cour lorsqu'elle ne peut accéder à l'intégralité de son budget alloué. En date du 4 septembre 2018, les arriérés de contributions au budget de la Cour s'élève à 36,9 millions d'euros.¹

¹ “Agenda et décisions de la 13^e Réunion du bureau de l'Assemblée des Etats parties” 4 Septembre 2018
https://asp.icc-cpi.int/iccdocs/asp_docs/ASP17/Bureau13%20agenda%20and%20decisions.pdf

Préserver l'intégrité du Statut de Rome

La question de l'immunité des chefs d'État et de hauts responsables gouvernementaux devant la CPI a été l'un des principaux facteurs de frustration exprimée par une minorité d'États parties au Statut de Rome. L'immunité des chefs d'État et de gouvernement en place demeurant un problème pour certaines juridictions nationales, la Coalition exhorte les États parties à la 17^e session à réaffirmer les objectifs fondamentaux du Statut de Rome par rapport aux lacunes en matière de responsabilité au niveau national.

La Coalition rappelle aux États parties qu'en ratifiant le Statut de Rome ou en y adhérant, leurs gouvernements ont accepté l'interdiction fondamentale à l'article 27 relative à l'immunité des chefs d'État et des hauts fonctionnaires. Dans leurs déclarations au cours du Débat général et lors d'autres discussions tenues au cours de la session de l'AEP, les États parties devraient réitérer l'importance de défendre ce principe, y compris son potentiel d'influence sur l'inclusion à long terme des processus de paix.

Indépendance de la CPI et contrôle des États parties

Les sessions de l'AEP sont inextricablement liées au rôle de supervision des États parties au sein du système du Statut de Rome et à la CPI. Consciente des réelles tentatives de clarification des mandats respectifs de l'AEP et de la CPI, la Coalition note que certains États parties et autres gouvernements ont interprété les responsabilités de supervision de l'AEP de manière inappropriée et ont tenté de faire en sorte que l'AEP interfère avec les fonctions judiciaires et de poursuite. Les contestations sur des affaires portées devant la CPI ne doivent être faites que devant les juges et rester à tout moment conformes au Statut de Rome. La Coalition appelle les gouvernements à réaffirmer que plus de 20 ans d'expérience a permis de souligner que la légitimité du Statut et de la Cour en tant qu'institution légale dépend du respect scrupuleux et de la défense vigoureuse de l'AEP concernant l'indépendance du Bureau du Procureur et du pouvoir judiciaire.

Contributions au Fonds au profit des victimes

Les États parties devraient souligner le rôle unique et central de la justice réparatrice à la fois au sein du système du Statut de Rome et au sein du développement à long terme du droit pénal international. Eu égard à l'implication du Fonds au profit des victimes (« Le Fonds ») dans trois affaires lors de la phase de réparations en République démocratique du Congo et au Mali, les États devraient accroître d'urgence leur soutien financier et politique au Fonds et s'engager à verser des contributions régulières à l'avenir. Le mandat d'assistance du Fonds demeure un moyen essentiel de dédommager les victimes et les communautés touchées, y compris dans les cas où des crimes ont été jugés ayant été commis, mais où aucune condamnation ne s'est ensuivi.

Contributions au Fonds d'affectation spéciale pour les visites familiales pour les détenus indigents

Toute personne détenue par la CPI a le droit de recevoir des visites de sa famille, et la Cour a longtemps estimé qu'elle avait l'obligation d'offrir et de financer des visites de famille de détenus indigents. Le soutien financier apporté à ces visites aide la Cour à s'acquitter de son obligation de garantir le respect des normes les plus strictes pour les personnes détenues et leurs droits fondamentaux ainsi que ceux de leurs familles. La Coalition fait appel aux États à verser d'urgence des contributions volontaires au Fonds au profit des visites familiales afin de garantir que la CPI puisse protéger les droits humains de ses détenus et respecter les normes les plus élevées possibles en matière d'administration judiciaire.

Organisation de l'AEP

Grâce au contrôle administratif et à la coopération avec la CPI, l'AEP et ses mécanismes subsidiaires ont un rôle essentiel à jouer pour améliorer le fonctionnement efficace de la CPI. Les États parties devraient encourager le Bureau de l'AEP à poursuivre la facilitation de discussions avec les parties prenantes concernées en vue d'optimiser l'efficacité et l'efficience de l'AEP, notamment en examinant les méthodes de travail, le calendrier et l'organisation des réunions de l'AEP, mais également des organes subsidiaires des organisations internationales, assemblées et conférences de parties en cause. En ce qui concerne les réunions de l'AEP, les États parties peuvent également encourager un rapport des procédures par le secrétariat de l'AEP afin d'avoir un aperçu plus complet de leurs tâches, de leurs défis et de leurs capacités.

Renforcer l'expertise disponible à l'AEP

Alors que le Statut de Rome entre dans sa troisième décennie, les défis auxquels la CPI est confrontée deviennent de plus en plus techniques, notamment du fait de son succès. Dès lors, il est essentiel que l'AEP renforce davantage sa capacité d'expertise technique et institutionnelle afin de renforcer son rôle de contrôle et de contribuer davantage au bon fonctionnement de la Cour dans l'administration de la justice et l'amélioration de son efficacité. À cette fin, l'AEP doit évaluer son efficacité à ce jour par rapport à sa surveillance de la Cour afin de mettre en place une structure de contrôle renforcée dotée d'une expertise nécessaire. Un examen de l'adéquation des mécanismes actuels de l'AEP ainsi que la création d'organes subsidiaires d'experts seraient bénéfiques à cette évaluation.

Actuellement, les seuls organes subsidiaires qui rendent compte à l'AEP et assurent ainsi officiellement le contrôle prévu par le Statut de Rome sont le Bureau de l'AEP, le Comité du budget et des finances (CBF), le Groupe de travail sur les amendements (GTA) et la Commission consultative pour l'examen de candidatures (CCCE). Seuls deux parmi ces derniers sont composés d'experts indépendants.

Outre ces organes, le Groupe de travail du Bureau de l'AEP à New York, celui du Bureau de l'AEP à La Haye ainsi que son groupe d'étude subsidiaire sur la gouvernance, sont les mécanismes actuellement en place pour aider l'AEP dans ses processus d'élaboration des politiques et de prise de décision.

La nécessité de renforcer les capacités des experts techniques devient évidente en ce que la structure actuelle de l'AEP conduit à une dépendance excessive à l'égard du CBF. Le CBF est composée d'experts « de renommée internationale et d'expérience reconnue en matière financière au niveau international », mais il lui est souvent demandé de se prononcer sur des questions dépassant son domaine de compétence spécialisé.

La structure actuelle conduit également à une surcharge des Groupes de travail de La Haye et de New York, composés de membres du corps diplomatique et ne disposant pas forcément d'une expertise dans des domaines spécifiques qui sont l'objet des discussions de l'AEP.

L'ONU et la CPI

La 17^e session de l'AEP se déroulera dans le contexte d'une multiplication des demandes de justice et de responsabilité pour les crimes graves à travers le monde. L'adoption des Objectifs de développement durable de l'ONU en 2015 marque la reconnaissance officielle par la communauté internationale que la justice et l'État de droit sont des éléments essentiels pour atteindre les objectifs de paix, de sécurité et de droits humains pour tous, énoncés dans la Charte des Nations Unies. Bien que la CPI et les Nations Unies restent des organes séparés et indépendants, les gouvernements doivent souligner le lien étroit qui existe entre leurs mandats respectifs et leur objectif commun en faveur de la paix et de la sécurité mondiale. La Coalition se félicite des efforts déployés par les États parties pour renforcer les relations entre l'AEP, la CPI et l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que d'autres organes et agences concernés par le système des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies, en tant qu'entité ayant saisi la CPI pour des situations au Darfour, au Soudan et en Libye, devrait être invité à fournir à la Cour une coopération entière et effective, lui permettant de mener ses enquêtes et ses poursuites dans ces situations. À cet égard, la Coalition se félicite de la réunion en formule « Arria » du 6 juillet 2018 sur le thème des relations entre le Conseil de sécurité et la Cour pénale internationale. La Coalition soutient également le code de conduite de l'ACT et les initiatives du Mexique et de la France visant à s'opposer aux abus du veto dans les efforts pour prévenir et mettre fin aux crimes relevant de la compétence de la CPI.

Les États parties sont encouragés à demander, dans le but de renforcer l'efficacité et l'efficience des ressources de la Cour, et de refléter le caractère judiciaire singulier de la CPI, que le Bureau de l'AEP facilite les discussions sur les avantages d'un examen formel par l'AEP des procédures globales du système des Nations Unies qui ont été importés au sein la CPI.



REJOIGNEZ LA LUTTE !



coalitionfortheicc.org/fr

